

Analyse de l'investissement

Investissement

en millions d'euros

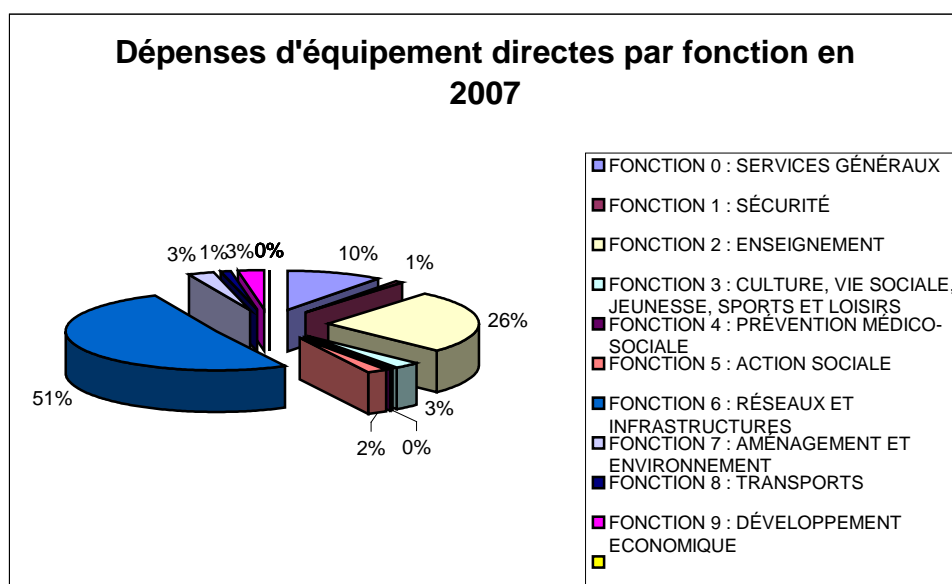
	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Emplois d'investissement	15 004	16 130	+7,5	16 637	+3,1
Dépenses directes d'équipement	7 299	7 763	+6,4	8 329	+7,3
Subventions d'équipement versées	4 522	4 809	+6,4	5 383	+11,9
Remboursements d'emprunts*	2 875	3 205	+11,5	2 430	-24,2
Autres dépenses	308	353	+14,3	495	+40,4
Ressources d'investissement	6 812	7 383	+8,4	7 056	-4,4
FCTVA	880	992	+12,7	998	+0,6
Autres dotations et subventions	1 426	1 546	+8,4	1 652	+6,9
Emprunts*	4 029	4 143	+2,8	3 844	-7,2
Autres recettes (a)	477	702	+47,2	561	-20,1

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

* hors refinancements et opérations de gestion de la dette

Les dépenses d'investissement progressent de 3,1% en 2007. Elles sont composées à 50% de dépenses directes d'équipement, à 32% de subventions d'équipement et à 14,6% de remboursements d'emprunts.

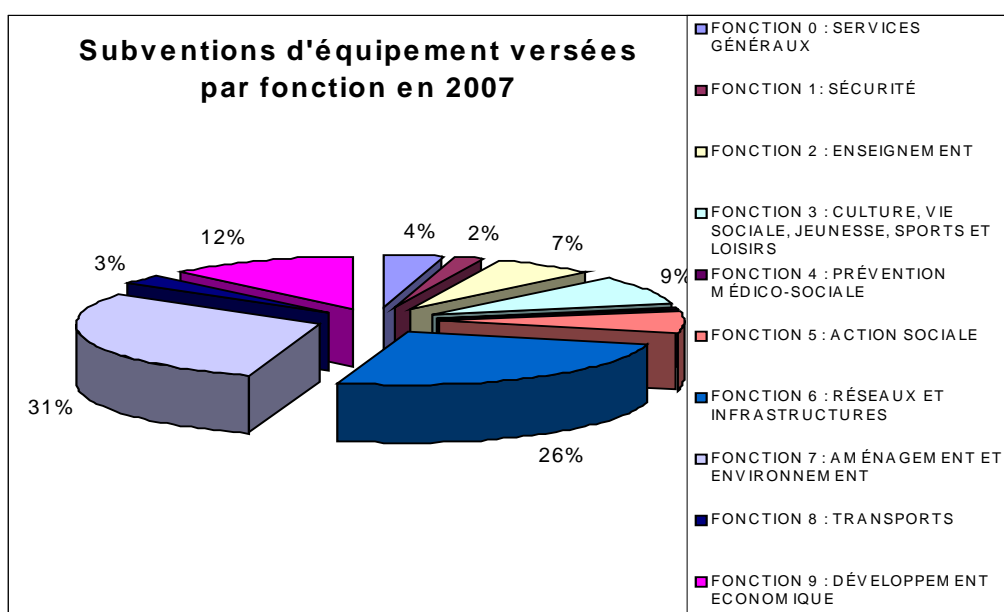
Les dépenses d'équipement directes restent très dynamiques. Elles s'élèvent à 8,3 milliards d'euros et enregistrent une hausse de 7,3% par rapport à l'année précédente.



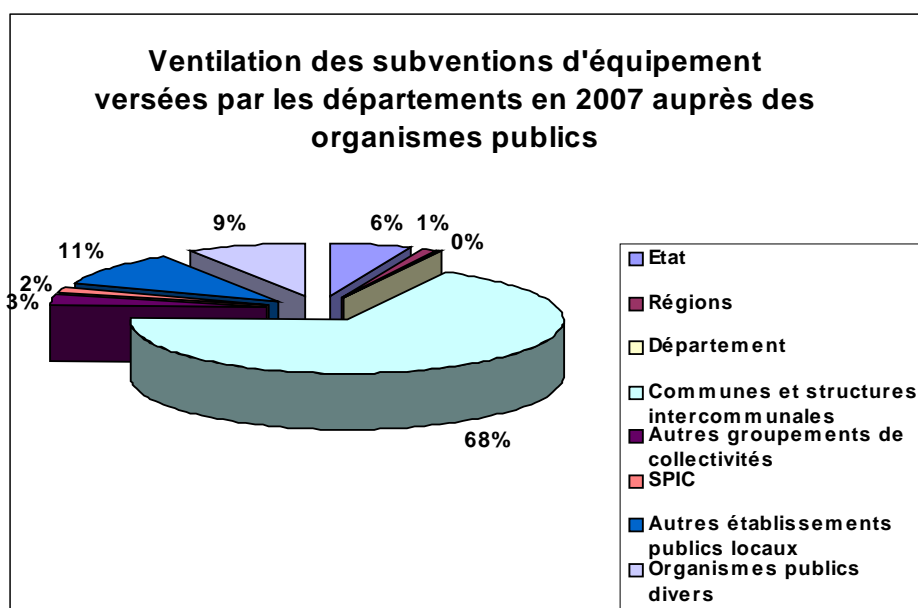
Les subventions d'équipement versées progressent de 11,9 % en 2007 (contre 6,4% en 2006). Elles atteignent un montant de près de 5,4 milliards d'euros en 2007.

Ces subventions d'équipement versées concernent principalement les domaines :

- de l'aménagement et l'environnement (aménagement et développement urbain, logement, environnement, aménagement et développement rural) ;
- des réseaux et infrastructures (eau et assainissement, routes et voiries, infrastructures ferroviaires et aéroportuaires, infrastructures fluviales, maritimes et portuaires...) ;
- le développement économique (structures d'animation et de développement économique, agriculture et pêche, industrie, commerces et artisanat, développement touristique, maintien et développement des services publics non départementaux).



Les conseils généraux versent principalement ces subventions d'équipement à des organismes publics. Ces derniers ont reçu près de 4,4 milliards d'euros en 2007, contre 3,9 milliards d'euros en 2006 (+12,6%) en provenance des départements.



Le principal bénéficiaire des subventions d'équipement versées par les départements est le secteur communal.

La reprise de l'investissement communal (+ 7,8% pour les communes en 2007) induit mécaniquement une progression des subventions versées par les départements dans le cadre des financements croisés de projets.

Les conseils généraux versent également des subventions aux personnes de droit privé à hauteur de 860 millions d'euros (contre 734 millions en 2006).

Les remboursements d'emprunts sont en diminution significative (-24,2%) après la hausse observée en 2006 (+ 11,5%) pour un volume financier global de 2,43 milliards d'euros.

Les ressources d'investissement reculent de 4,4%. Ce ralentissement contraste avec la forte progression enregistrée en 2006 (+8,4%). Cette évolution s'explique par la diminution des autres recettes (-20,1%), lesquelles correspondent notamment aux produits de cession (-48,1%) et aux travaux pour compte de tiers² (-27,8%).

Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA) augmente de 0,6% pour s'élever à 998 millions d'euros. Cette faible progression au regard des investissements effectués deux ans auparavant peut s'expliquer notamment par un retard constaté dans certains départements dans l'émission des titres de recettes correspondant au FCTVA.

Les autres dotations et subventions d'équipement progressent de manière sensible en 2007 (+6,9%). Ainsi, la dotation départementale d'équipement des collèges progresse de 2% pour atteindre 320 millions d'euros. La part rurale de la dotation globale d'équipement (DGE) progresse de 4,6% pour s'établir à plus de 77 millions d'euros.

Malgré son recul, l'autofinancement couvre encore près de 54% des dépenses d'investissement totales (contre 58% en 2006).

Avec la progression des dépenses d'investissement (+3,1%), le recul des ressources d'investissement (-4,4%) et en présence d'un autofinancement en diminution (-3,9%), les départements ont dégagé en 2007 un besoin de financement.

Ce dernier est comblé en partie par un prélèvement opéré par les départements sur leurs fonds de roulement à hauteur de 404 millions d'euros. Cette mobilisation induit une diminution du montant du fonds de roulement en 2007 (-14,3%). Elle fait suite à la forte hausse observée en 2006 (+32%), exercice pour lequel les départements avaient mobilisé un niveau de ressources supérieur à la couverture de leurs besoins.

Par ailleurs, les emprunts nouveaux s'élèvent à 3,8 milliards d'euros. Dans le même temps, les remboursements d'emprunt diminuent de 24,2% pour s'établir à 2,4 milliards.

L'encours de la dette augmente donc de 1,4 milliard d'euros en 2007 (+7%).

² Opérations réalisées pour les établissements d'enseignement par exemple.